

Interdiction de la pêche de l'esturgeon dans la partie salée de l'estuaire de la Gironde.

Le ministre des transports,

Vu le décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

Vu le décret du 4 juillet 1853 portant réglementation de la pêche maritime côtière dans le 4^e arrondissement maritime ;

Vu le décret n° 52-1348 du 15 décembre 1952 modifié portant réglementation de la pêche dans les estuaires en ce qui concerne les espèces vivant alternativement dans les eaux douces et les eaux salées ;

Vu le décret du 6 septembre 1907 fixant la limite de salure des eaux de la Gironde ;

Vu l'arrêté en date du 13 mars 1980 du ministre de l'environnement et du cadre de vie interdisant la pêche de l'esturgeon dans la Dordogne et la Garonne ainsi que dans leurs affluents pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1980 ;

Vu l'avis du syndicat des pêcheurs professionnels et inscrits maritimes de la Gironde ;

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer une protection efficace de l'esturgeon, dont l'espèce est menacée, en complétant pour la zone de pêche maritime la réglementation susvisée prise pour la pêche fluviale ;

Sur la proposition du directeur des affaires maritimes à Bordeaux,

Arrête :

Art. 1^{er}. — La pêche de l'esturgeon est interdite par quelque moyen que ce soit, jusqu'au 31 décembre 1984, dans la partie salée de l'estuaire de la Gironde soumise à la réglementation maritime,

Art. 2. — Le directeur des affaires maritimes pourra autoriser dans le cadre d'un programme expérimental, en tout temps et par tous les moyens, y compris l'électricité, la pêche et le transport des esturgeons destinés à la propagation de l'espèce ainsi que l'exécution d'inventaires piscicoles.

Art. 3. — Le directeur des affaires maritimes à Bordeaux et les administrateurs des affaires maritimes chefs des quartiers de Marennes-Oléron et de Bordeaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 avril 1981.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des pêches maritimes,
C. BROSSIER.

Commission centrale des bateaux à propulsion mécanique.

Par arrêté du ministre des transports en date du 16 avril 1981 :
Sont nommés membres de la commission centrale des bateaux à propulsion mécanique :

M. Dreyfous-Ducas, ingénieur général des ponts et chaussées au ministère des transports, président ;

M. Caron, ingénieur général des ponts et chaussées, directeur de l'office national de la navigation, vice-président ;

M. Rousselin, ingénieur général des ponts et chaussées au ministère des transports ;

M. Thibault, ingénieur en chef des ponts et chaussées, chef de la division Sécurité et technique à la direction des transports terrestres au ministère des transports ;

M. Ribat, chef du service du travail et de la main-d'œuvre à la direction des transports terrestres au ministère des transports ;

M. Osselet, ingénieur général des mines, président de la commission centrale des appareils à pression au ministère de l'industrie ;

M. Lacoste, ingénieur en chef des mines, direction de la qualité et de la sécurité industrielles au ministère de l'industrie ;

M. Tenaud, ingénieur en chef des ponts et chaussées, chef du service central technique des ports maritimes et des voies navigables au ministère des transports ;

M. Thiret, ingénieur en chef de l'armement, chef du service technique Raffinage, utilisation de la direction des carburants au ministère de l'industrie ;

M. Dambre, ingénieur en chef des ponts et chaussées, chef du service des voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais ;

M. de Bouard, ingénieur en chef des ponts et chaussées, chef du service de la navigation de Nancy.

M. Malapert, directeur général de Citerna, et M. Duplan, administrateur de la Codeba, représentants des armateurs fluviaux.

M. Le Moal, membre du bureau de la section de la navigation fluviale F.O., ou son suppléant M. Laffargue, membre du même bureau, et M. Degage, du syndicat général de la marine fluviale, représentants des salariés des armements fluviaux.

MM. Delessalle (Achille) et Lamot (Adolphe), membres élus du comité national des travailleurs indépendants de la batellerie, représentants des bateliers indépendants.

M. Patissier, du syndicat général des constructeurs et réparateurs de bateaux fluviaux, société française de constructions navales, représentant des chantiers navals fluviaux.

M. Clavelou, président de Navitec, représentant des sociétés de classification des organismes de sécurité et des experts.

M. Jacob, expert maritime, représentant de la navigation de plaisance et du tourisme nautique.

M. Asso, capitaine au long cours, conseiller technique du syndicat des sociétés françaises d'assurances maritimes et de transport, représentant des assureurs fluviaux.

Le mandat de ces membres expirera le 3 avril 1984, à l'exception de celui de M. Dreyfous-Ducas, ingénieur général des ponts et chaussées, qui prendra fin le 1^{er} octobre 1981.

M. Berna, ingénieur des travaux publics de l'Etat, assurera les fonctions de secrétaire.

Marine marchande.

Par arrêté du ministre des transports en date du 13 mars 1981, le tableau d'avancement au titre de l'année 1979 pour l'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale de 2^e classe est établi comme suit :

Mlle Aladenise (Monique).

M. Menuhier (Pierre).

Par arrêté du Premier ministre et du ministre des transports en date du 29 avril 1981, les attachés d'administration centrale de 2^e classe du ministère des transports (marine marchande) désignés ci-après sont promus au grade d'attaché principal de 2^e classe à compter du 1^{er} janvier 1979 dans les conditions suivantes :

Mlle Aladenise (Monique), au 3^e échelon, avec une ancienneté conservée de 4 mois.

M. Menuhier (Pierre), au 2^e échelon, avec une ancienneté conservée de 1 an 6 mois 5 jours.

MINISTRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Modification de l'arrêté du 4 mai 1977 relatif au diplôme de l'institut national du sport et de l'éducation physique.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport, notamment son article 8 ;

Vu le décret n° 76-1330 du 31 décembre 1976 sur l'organisation et le fonctionnement de l'institut national du sport et de l'éducation physique, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté du 4 mai 1977 créant le diplôme de l'institut national du sport et de l'éducation physique,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 6 de l'arrêté du 4 mai 1977 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 6.

Les enseignants admis comme élèves à l'institut national du sport et de l'éducation physique (département de la formation des cadres) sont provisoirement affectés sur des postes relevant de la direction régionale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Paris.

En cas d'interruption définitive des études avant leur terme normal, ils sont réintégrés dans leur poste d'origine. Sur proposition du directeur de l'I.N.S.E.P., une prolongation exceptionnelle de scolarité peut être accordée par le directeur des sports pour des cas de maladie ou d'accident survenu pendant la période d'études.

A l'issue de leur scolarité, les enseignants sont soit réintégrés dans le poste qu'ils occupaient précédemment, soit mutés sur le poste pour lequel leur candidature a été retenue.

Art. 2. — Le directeur des sports et le directeur de l'institut national du sport et de l'éducation physique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 avril 1981.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,

B. MONGINET.